



COMMUNIQUE DE PRESSE

Berne, le 15 décembre 2017

L'Union des villes dit non à l'initiative No Billag

A l'unanimité, le Comité de l'Union des villes suisses (UVS) recommande un non à l'initiative No Billag. Celle-ci entend abolir la redevance radio-TV et menace non seulement l'existence de la SSR, mais aussi celle de nombreuses stations de radio et de télévision régionales. Pour le Comité de l'UVS, une offre de programmes audiovisuels diversifiée et indépendante revêt une importance considérable pour la formation de l'opinion politique et la cohésion nationale dans un pays plurilingue. Un oui à No Billag affaiblirait également fortement la diversité culturelle.

Pour le Comité de l'UVS, il est clair que la suppression de la redevance, que réclame l'initiative, aurait pour conséquence un véritable démantèlement médiatique. En plus de la SSR, de nombreuses stations régionales de radio et de télévision se verraient menacées dans leur existence. Ce n'est pas seulement la diversité médiatique qui se verrait ainsi affaiblie, mais également la couverture d'événements dans les communes de diverses régions du pays qui ne serait plus garantie. En outre, l'UVS considère que le financement par la redevance contribue grandement à l'indépendance de la radio et de la télévision. Si ces dernières étaient à l'avenir entièrement financées par le privé, comme le veut l'initiative, la formation d'une opinion publique indépendante serait en danger.

C'est en première ligne la SSR, dont le financement provient à près de 75% de la redevance, qui serait sapée dans ses fondations même. L'essentiel de son offre actuelle dans l'information, le sport, la culture et le divertissement ne serait plus finançable. Ceci est particulièrement vrai pour les offres en français, en italien et en romanche. Leurs diffuseurs RTS, RSI et RTR profitent aujourd'hui de l'argent de la redevance dans une mesure plus que proportionnelle au nombre d'habitants qu'ils desservent, en vertu d'une clé de répartition très importante du point de vue de la solidarité confédérale et de la démocratie.

La SSR joue un rôle important dans la politique culturelle

Pour les villes, le rôle de la SSR dans la politique culturelle est aussi un argument fort contre l'initiative No Billag. La SSR soutient les festivals de cinéma en Suisse et s'engage comme coproductrice de films suisses. Elle est partenaire de festivals de musique et d'autres manifestations culturelles et soutient la création musicale en Suisse, par exemple en diffusant une certaine proportion de musique suisse. Un oui à No Billag aurait donc de graves conséquences sur la place culturelle suisse.

Oui au nouveau régime financier 2021

En plus du non à l'initiative No Billag, le Comité de l'UVS a décidé de recommander le oui au nouveau régime financier 2021. Celui-ci doit assurer à la Confédération de pouvoir bénéficier des revenus de la TVA et de l'impôt fédéral direct jusqu'en 2035. La compétence pour collecter ces deux impôts est en effet actuellement limitée à 2020.



Informations supplémentaires:

Kurt Fluri, président de l'Union des villes, maire de Soleure, 079 415 58 88.

Veronica Schaller, présidente de la Conférence des villes en matière culturelle, déléguée culturelle de la ville de Berne, 031 321 68 10.

Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes, 079 373 52 18.

L'Union des villes suisses

L'Union des villes suisses compte 133 membres parmi les villes et les communes urbaines. Elle représente et défend ainsi les intérêts et les revendications de la Suisse urbaine, où vivent près de trois quarts de la population et qui réalise 84% de la production économique du pays.